

France-Allemagne par images interposées

Un Dossier réalisé sous la direction de Claire Demesmay et de Hans Stark



Images et réalités : retour sur une relation franco-allemande contrastée

La crise a renforcé les interdépendances entre les Etats européens, en particulier au sein de la zone euro, ainsi que la conscience de ces interdépendances. Désormais, journalistes, décideurs et citoyens suivent avec une attention nouvelle ce qui se passe dans les pays voisins. Cela vaut tout particulièrement pour la France et l'Allemagne, les deux poids-lourds de l'eurozone, qui depuis quelques années travaillent étroitement à la résolution de crise, non sans tensions d'ailleurs, et savent à quel point ils dépendent l'un de l'autre. Dans ce contexte, comment parle-t-on de l'Allemagne en France, et de la France en Allemagne ? Quelles représentations en a-t-on, quels mythes véhicule-t-on ? Et à quel type d'imaginaire renvoie le discours public sur le pays partenaire ? Ce dossier examine ces questions selon le principe du miroir et à trois niveaux différents, à savoir les médias, la politique et la société civile. Des interviews avec des journalistes en charge du pays partenaire viennent compléter ces analyses.

Dans le cadre d'une coopération avec la Fondation Heinrich Böll, les textes de ce dossier sont repris dans un ouvrage en langue allemande. Celui-ci intègre également une analyse de clichés sur le pays partenaire, concernant les femmes et la famille, la transition énergétique et l'Agenda 2010. Parution janvier 2015. Twitter : <https://twitter.com/dgapev>. Facebook : <https://facebook.com/dgapev>. Google+ : <https://plus.google.com/118243162780806329326/posts>.

En lisant la presse de part et d'autre du Rhin depuis le début de la crise économique, l'impression semble prévaloir que la relation franco-allemande renoue avec les mésententes des temps de jadis, jetant par-dessus bord un demi-siècle de réconciliation et de partenariat, voire d'amitié. N'a-t-on pas vu, au plus fort de la crise grecque (en été 2015), le journal *Marianne* consacrer sa une à une Angela Merkel coiffée du casque à pointe ? Et depuis 2012, un François Hollande représenté par les caricaturistes allemands comme un personnage mou, à bout de course, confronté à une montagne de problèmes et armé de sa seule (et inévitable) baguette, dont la courbe

généralement descendante n'évoque pas seulement, soulignons-le, le déclin de l'économie française ? Tous les stéréotypes s'y retrouvent : une Allemagne brutale, conquérante, agressive, qui « dicte » sa volonté (avec le mot *Diktat* en allemand bien sûr) et une France dans l'impasse, épuisée et dépourvue des ressorts d'un pays moderne (la baguette étant le symbole de l'art de vivre et non pas celui d'une économie *high-tech*). Ils ne manquent donc plus que la bière et le camembert, pour ne pas dire les sœurs jumelles Germania et Marianne, pour retrouver les imaginaires de la France et de l'Allemagne d'antan, celles d'avant 1914.

Ces images choquent et font sourire à la fois, mais nous parlent-elles encore ? Qu'évoquent-elles aux jeunes d'aujourd'hui qui, en France, ignorent tout du folklore de la Prusse, pays inconnu, et aux jeunes Allemands qui, depuis longtemps, n'identifient plus les Français au « petit Blanc, coiffé d'un béret et roulant dans sa 2CV ? » Les images qui s'imposent aujourd'hui ne sont en effet plus celles des caricaturistes et journalistes nés durant les premières années d'après-guerre, mais les clichés que nous fournissent Internet et notamment Google. Parmi ces derniers dominent les prises de vue de la chancelière et des deux présidents français, réalisées dans le cadre des sommets internationaux auxquels ils ont participé. Il s'agit pour l'essentiel des photos, nombreuses, prises lors des réunions au sommet de l'Union européenne, mais aussi de celles faites lors des rencontres internationales. En étudiant ces photos, des photos qui nous parlent, on constate d'abord qu'on est très loin des représentations féroces de nos caricaturistes (qui s'amusent), loin aussi des clichés des temps passés. Le message qu'elles nous livrent souligne qu'en franco-allemand, on se trouve finalement moins dans un face-à-face bilatéral que dans le contexte d'un monde global et uniforme, qui nous dépasse parfois et oblige nos deux pays, malgré leurs différences, à trouver sans cesse la voie du compromis. Force est donc de constater que la qualité du lien politique franco-allemand dépend pour l'essentiel du rôle que les partenaires jouent à l'échelle internationale et européenne. C'est de ce rôle, et de l'image de « l'influence respective » qu'il renvoie, que découle l'impression tantôt d'une entente, tantôt d'une mésentente, véhiculée par la presse – une impression qui à son tour détermine la façon avec laquelle la France et l'Allemagne agissent à l'extérieur.

L'objet de cet article n'est donc pas de revenir sur les images qui dominent de part et d'autre du Rhin, mais de mettre l'accent sur le cadre international qui en fournit la matrice et qui nourrit l'imagerie. Nous nous concentrons sur quelques éléments

jugés essentiels de cet impact européen et international sur la relation franco-allemande, en particulier la triple crise de la zone euro, de la Grèce et des réfugiés. On en déduira que malgré les différences et oppositions qui ont pu apparaître durant ces derniers mois et années au sujet des problèmes évoqués ci-dessus, la relation franco-allemande est restée étonnamment étroite. Le partenariat entre les deux pays semble bien moins déséquilibré qu'on peut le penser en étudiant le message des caricaturistes et d'autres « faiseurs d'images ».

Je t'aime – moi non plus. L'Europe et le « couple » franco-allemand

Si le tandem franco-allemand demeure la force motrice de l'Union européenne, même à 28 – les crises de la zone euro l'ont amplement montré –, l'Europe est en même temps la raison d'être, pour ne pas dire « la force motrice », du partenariat Paris-Berlin. Mais en même temps, la construction européenne divise les Français, de même que, à un degré moindre toutefois, les Allemands. Peut-il en être autrement entre Français et Allemands ? Au « consensus tacite » d'autrefois, qui a volé en éclat au début des années 1990, a succédé une « intégration subie » qui profite certes toujours autant aux élites politiques et économiques de part et d'autre du Rhin qui, par intérêt bien compris, approuvent encore majoritairement la construction européenne. Mais elle se heurte aussi à des résistances qui, pour la première fois depuis le début de la crise, semblent prendre le dessus, même si elles ne se sont pas (encore) traduites par une remise en question de la construction européenne ou bien par l'arrivée au pouvoir de forces politiques qui seraient favorables à une rupture radicale en matière d'intégration européenne¹.

1. Yann-Sven Rittelmeyer, Hans Stark, « Un moteur bridé : les résistances à l'intégration européenne en France et en Allemagne », p. 41-61, in Hans Stark, Martin Koopmann et Joachim Schild (dir.), *Les relations franco-allemandes dans une Europe unifiée. Réalisations et défis*, Presses universitaires de Bordeaux, 2012, 246 p.

L'Europe est perçue en France comme un facteur de domination extérieure qui empêche le gouvernement d'adopter des politiques davantage en phase avec les traditions et les besoins du pays. Or dans la mesure où le sentiment prévaut que l'influence de l'Allemagne est devenue si imposante qu'elle domine *de facto* l'Union européenne, on suppose que c'est elle qui *in fine* impose « ses » choix à la France - situation de plus en plus perceptible depuis l'adoption du traité de Maastricht en 1992 et, dans son giron, l'introduction d'une Banque centrale indépendante s'accompagnant d'une politique de stabilité monétaire calquée l'une comme l'autre sur le modèle économique allemand. De l'autre côté du Rhin, les plaintes sont différentes, mais aussi très intenses. L'économie allemande se verrait plombée (et ses finances publiques épuisées) en raison d'un voisinage sud-européen laxiste et réfractaire à toutes réformes sérieuses (rigidité du marché de l'emploi, départ précoce à la retraite, politique budgétaire fantaisiste, dette publique hors contrôle,...). Or la France, où l'idée même de réformes, mêmes indolores, provoque souvent grèves des fonctionnaires et grogne sociale, ne serait-elle pas plus encore que la Grèce le rempart en Europe contre une politique économique respectueuse des réalités ? C'est du moins ce qu'il ressort de l'image véhiculée par la presse allemande². De ce point de vue, ce ne serait donc pas l'Allemagne qui domine ses voisins, mais bien ses derniers qui tirent l'économie d'outre-Rhin vers le bas. L'Union européenne est ainsi au centre d'un jeu de perception de domination réciproque qui, bien peu précise, est omniprésent dans un débat qui, en fin de compte, ne connaît que des perdants et des victimes.

Vue de France, la domination que Berlin exercerait sur l'UE commence et se traduit d'abord par une présence disproportionnée d'Allemands au sein des institutions européennes³. Ainsi,

31 conseillers allemands se trouvent dans l'équipe Juncker, où ils occupent des postes-clés dans la quasi-totalité des cabinets des commissaires européens, très loin devant les ressortissants français et britanniques. Quatre commissaires, dont Jean-Claude Juncker, ont nommé des Allemands au poste de chefs de cabinet, et cinq autres commissaires, dont Pierre Moscovici et Frederica Mogherini, leur ont confié les postes de chefs de cabinet adjoints. Une situation sans précédent dans l'histoire de la construction européenne. Il ne s'agit certes pas de « représentants » officiels de Berlin – la plupart d'entre eux sont en réalité des fonctionnaires européens qui font toute leur carrière dans les institutions de l'UE. Mais ils entretiennent évidemment des réseaux politiques à Berlin, ce qui n'a sans doute pas constitué un handicap au moment de leur candidature. De même, au Parlement européen (PE), les postes-clés sont entre les mains d'hommes politiques allemands, comme Martin Schulz (SPD), le président du PE, Klaus Welle (CDU), le secrétaire général du PE, et Manfred Weber (CSU), qui se trouve depuis 2014 à la tête du Parti populaire européen (PPE). Les deux principaux partis représentés au PE se trouvent donc sous la présidence d'Allemands. Ajoutons à cela que près d'un quart des 22 commissions parlementaires permanentes du PE sont présidées par des Allemands⁴ (qui fournissent aussi, soit dit en passant, le plus grand nombre de parlementaires, soit 96 sur 751). Or, ce sont les commissions parlementaires qui élaborent les projets législatifs du PE et assurent le suivi des propositions qui émanent du Conseil et de la Commission⁵. La place de l'Allemagne au sein de la

2. Voir la contribution de Marcel Tambarin dans ce dossier.

3. Eric Bonse, « Europa tickt deutsch », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, n° 3, 2015, p. 5-8.

4. Affaires étrangères (Elmar Brok, CDU), Commerce international (Bernd Lange, SPD), Contrôle budgétaire (Inge Gräßle, CDU), Emploi et Affaires sociales (Thomas Händel, Die Linke), Transport et Tourisme (Michael Cramer, Les Verts).

5. Voir Yann-Sven Rittelmeyer, « France, Allemagne, Parlement européen : les opportunités de la coopération interparlementaire », p. 68-73, in Claire Demesmay, Hans Stark (dir.), *Repenser la géométrie franco-allemande : des triangles au service de l'intégration européenne*, Ifri, Collection Les Études, juillet 2015, 78 p.

Commission, et plus encore au sein du PE, est donc écrasante.

Le Conseil de l'UE, quant à lui, n'obéit pas à la même logique, mais Donald Tusk a bel et bien bénéficié du soutien de la chancellerie lors de son élection. Soulignons dans ce contexte que c'est Uwe Corsepius qui a occupé à partir de 2011 le poste de secrétaire général du Conseil de l'UE, avant de retourner à la Chancellerie à l'été 2015 lorsque Nikolaus Meyer-Landrut est devenu ambassadeur d'Allemagne à Paris. Si l'on y ajoute l'exemple de Klaus Welle, secrétaire général du PE depuis le 15 mars 2009 (et déjà mentionné), force est de constater que deux Allemands, économistes de formation, ont occupé pendant quatre ans, parallèlement, deux des plus hautes fonctions administratives de l'UE – au moment même où l'UE traverse la crise économique la plus grave de son histoire. *Last but not least*, plusieurs Allemands de haut rang se trouvent aujourd'hui à la tête d'institutions de l'UE (autres que la Banque centrale européenne, BCE) chargées de la gouvernance économique de l'Europe : ainsi, Werner Hoyer (FDP) dirige la Banque européenne d'investissement (BEI), Klaus Regling est à la tête du Mécanisme européen de stabilité (MES) et Elke König préside quant à elle le Conseil de résolution unique (CRU), qui a pour mission de préparer et de mettre en œuvre des solutions, dans le cadre de l'Union bancaire, pour les banques menacées de défaillance. Cerise sur le gâteau, la BCE, dans ses pourparlers avec Athènes, est représentée depuis 2010 par l'économiste allemand Klaus Masuch⁶.

Ainsi, la République fédérale a su placer aux endroits stratégiques et aux postes clés des instances européennes des représentants qui lui permettent d'exercer de l'intérieur une influence non négligeable sur le processus de décision législatif et la genèse des normes et des règles. Il n'en faut pas plus pour convaincre les eurosceptiques français

de tout bord que cette surreprésentation a surtout pour objectif de permettre aux normes et règles européennes de ressembler le plus possible à celles qui sont en vigueur outre-Rhin, ce que Jean-Luc Mélenchon n'a pas omis de préciser dans son pamphlet récent sur l'Allemagne⁷. Cette domination de fait résulte d'un facteur externe et d'une double prise de conscience. Le facteur externe fut l'élargissement à l'Est qui a procédé à un net recentrage de l'Allemagne sur la carte européenne, aux dépens de la France. La double prise de conscience enfin, c'est d'abord la conviction en Allemagne que le Parlement européen est une pièce essentielle sur l'échiquier communautaire, alors que depuis toujours, les Français, malgré leur attachement à Strasbourg comme site du PE, ne lui accordent, à tort, qu'une importance assez relative. Enfin, depuis une quinzaine d'années, le Auswärtiges Amt mène une politique de soutien actif aux ressortissants allemands, candidats à une carrière dans les instances européennes où ils étaient jusqu'à la fin des années 1990 proportionnellement peu nombreux – une politique qui a visiblement donné des fruits.

L'eurozone – projet commun ou hinterland allemand ?

Au constat d'une présence proportionnellement trop importante de ressortissants allemands au sein des instances bruxelloises – ou du moins ce qui est souvent ressenti ainsi en France – s'ajoute le sentiment frustrant de se trouver dans une position constamment réactive, voire suiviste, quant aux réformes adoptées au sein de l'UE depuis le début de la crise économique et financière. Des réformes qui en effet sont souvent à l'initiative de l'Allemagne – et jamais sans elle. De là à penser et à dire que l'Europe est *allemande*, il n'y a plus qu'un pas que les Français franchissent parfois allègrement, indépendamment de leur sensibilité politique – tout particulièrement aux deux extrêmes de l'échiquier politique, mais aussi au sein des partis dits « républicains ».

6. Voir Hans Stark, « Diriger depuis le centre : le leadership allemand en question », p. 329-353, in Hans Stark, Nele Wissmann (dir.), *L'Allemagne change ! Risques et défis d'une mutation*, Presses du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2015.

7. Jean-Luc Mélenchon, *Le Hareng de Bismarck (le poison allemand)*, Plon, Paris, 2015.

L'image d'une *Europe allemande* – qui va de pair avec celle d'une marginalisation croissante de la France – s'est imposée depuis 2010 en raison de deux crises majeures, la crise de la zone euro et celles des réfugiés, qui ont vu le gouvernement fédéral prendre le leadership et confronter ses partenaires, et notamment la France, à des initiatives unilatérales perçues comme une politique de faits accomplis. Dans la crise de la zone euro, l'Allemagne a pourtant fait des concessions. L'adoption des trois plans d'aide en faveur de la Grèce et du mécanisme de stabilisation financière en faveur de l'Irlande et du Portugal s'inscrivent clairement dans la logique d'une « union de transferts » à laquelle l'Allemagne n'est pourtant pas favorable. De même, Berlin n'a pas pu s'opposer au programme de *quantitative easing* (QE) annoncé par la BCE en janvier 2015, qui prévoit un programme élargi de rachats d'actifs de dette publique à hauteur de 60 milliards d'euros par mois entre mars 2015 et septembre 2016, soit l'injection de plus de 1 140 milliards dans la zone euro – une stratégie contraire à la philosophie monétaire de la Bundesbank et critiquée par cette dernière⁸. La gouvernance de la zone euro, qui s'esquisse depuis 2010, constitue donc un véritable *policy mix* qui se caractérise à la fois par un volontarisme indéniable au niveau de la BCE et un mélange de soutien et de rigueur à l'égard des États membres de la zone euro⁹. En revanche, le leadership allemand se traduit par la façon avec laquelle les règles et actions ont été institutionnalisées à l'échelle de l'UE. De fait, les règles de fonctionnement de la zone euro sont celles de l'ordo-libéralisme et de la politique monétariste allemands. En témoigne le pacte budgétaire européen (officiellement appelé traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, TSCG). Ce dernier

instaure une « règle d'or » limitant le déficit structurel autorisé à 0,5 %, ce qui empêche le recours à des politiques de relance. Dans ce contexte, l'adoption de mesures anticycliques facilitant l'accroissement des dépenses et des déficits publics pour faire redémarrer la conjoncture, se heurtent non seulement à une fin de non-recevoir de la part de Berlin, mais elles sont contrecarrées par la nécessité – en échange d'une aide financière – de procéder à une réduction des déficits budgétaires et de la dette publique. Du point de vue allemand, seul des mesures structurelles renforçant la compétitivité des entreprises et assurant la maîtrise des dépenses publiques permettent de regagner la confiance des marchés et de renouer avec la croissance. La politique d'austérité n'est donc pas une mesure exceptionnelle face à une situation qui le serait autant, mais la règle de base, une règle sans alternative.

Pour la France, cette philosophie est non seulement difficilement acceptable et transposable à l'Hexagone, mais elle est contraire à toutes ses traditions économiques. L'économie française a toujours reposé sur l'importance de la consommation intérieure (d'où les déficits accumulés de sa balance commerciale), mais les ajustements périodiques se sont régulièrement effectués par la variable de la dévaluation monétaire, à laquelle la France a systématiquement recouru. Or cet instrument est évidemment absent dans une union monétaire. Au contraire, la stabilité de cette dernière favorise sans cesse la réévaluation de sa monnaie. La seule variable d'ajustement qui existe au sein de la zone monétaire est celle de la maîtrise des dépenses publiques, une politique que la France n'a pratiquée qu'à deux reprises, contrainte et forcée, à la fin du septennat de Valéry Giscard d'Estaing et durant la deuxième moitié du premier mandat de François Mitterrand. Aussi, la politique monétaire menée au sein de l'eurozone est-elle, du point de vue français, à la fois contraire à ses besoins et à ses traditions, et imposées de l'extérieur par les règles en vigueur au sein de l'UE ainsi que par un pacte de stabilité qui veille à leur respect.

8. « Jens Weidmann kritisiert EZB-Maßnahmen: An rechtlichen Grenzen dessen, was man tun kann », *Handelsblatt*, 24 novembre 2014.

9. Pascal Kauffmann et Henrik Uterwedde, *Quel policy mix de sortie de crise pour la zone euro ? Vers de nouvelles convergences franco-allemandes*, Paris, Ifri, « Vision franco-allemande », n° 25, 2015.

D'où en très grande partie l'impopularité du président Hollande, les fissures au sein du PS et les succès électoraux du Front National. La France a le sentiment d'avoir perdu toute souveraineté sur sa politique économique et financière et d'être soumise à des règles (pour éviter le mot « Diktat ») fixées à Bruxelles et surtout à Berlin¹⁰. D'où l'image d'une France dépossédée de sa souveraineté nationale et « soumise » à la domination économique allemande – l'image enfin d'une France devenue le *junior partner* de l'Allemagne, victime d'une politique économique contraire à ses intérêts et dépourvue de toute possibilité d'en infléchir le cours. Rien ne symbolise autant cette frustration que la provocation de Marine Le Pen, qui a qualifié le président français, devant le Parlement européen où s'exprimaient ensemble, le 7 octobre 2015, François Hollande et Angela Merkel, de « *vice-chancelier, administrateur de la province France* »¹¹.

Cette perception de dominateur-dominé, alors que la relation franco-allemande reposait, depuis la réconciliation, sur un rapport global d'égal à égal, est accentuée par le décalage économique entre les deux pays, que l'on qualifie de « décrochage ». Le taux de chômage français est presque le double de celui de l'Allemagne, alors que la part de l'industrie dans le PIB est deux fois plus élevée en Allemagne qu'en France, où la désindustrialisation se poursuit à un rythme très inquiétant. L'Allemagne a un excédent commercial de plus de 200 milliards d'euros, alors que la France accuse un déficit de 60 milliards, dont la moitié avec l'Allemagne. Cette dernière a bouleversé, avec l'accord global des partenaires sociaux et des acteurs politiques, sa politique sociale et salariale (lois Hartz), alors que la France a dû contourner son Parlement pour introduire des réformes qui se limitent pour l'essentiel à l'ouverture

de certaines catégories de magasins le dimanche et à une plus grande souplesse des tarifs des professions réglementées (lois Macron). Enfin, malgré le coût de la remise à niveau des nouveaux Länder (qui n'est pas achevée) et de l'accueil d'un million de réfugiés en 2015, le budget fédéral est en équilibre et la dette publique recule, alors que la France ne parvient pas, malgré ses promesses, à passer en-dessous de la barre de 4 % de déficit budgétaire et que sa dette publique se rapproche de plus en plus du seuil symbolique de 100 %. Cette comparaison, injuste et terrible, explique à elle seule le rôle inconfortable que la France joue depuis 2010 dans l'eurozone et l'omniprésence dans l'imaginaire français d'une Allemagne dominatrice et donneuse de leçons. À l'inverse elle semble donner raison à ceux à Francfort et Berlin qui défendent la supériorité de leur modèle économique et ne considèrent les mesures de relance keynésienne que comme de simples feux de paille.

L'impact de la crise grecque

Les désaccords de fond entre Paris et Berlin – qui ne les empêchent pas d'afficher une unité (sans doute parfois de façade) lors des sommets européens – ont culminé au moment où se pose soudainement et avec acuité la question du « Grexit ». En effet, cinq ans après le début des troubles que traverse la zone euro, la crise grecque est entrée dans une phase décisive. La décision d'Alexis Tsipras de rompre les négociations avec le FMI et l'Union européenne et d'organiser le 5 juillet 2015 un référendum sur les mesures d'économies demandées par les créanciers en échange d'une poursuite de la politique d'aide était lourde de risques pour son pays et pour l'UE dans son ensemble. Du point de vue allemand, le risque d'un « Grexit » était contrôlable : l'eurozone était jugée plus stable qu'au début de la crise en 2010. De même, l'assainissement en cours des économies de l'Italie, de l'Espagne, de l'Irlande et du Portugal, aussi fragile qu'il était à ce moment, notamment sur le plan de l'emploi, permettait d'envisager un défaut grec sans craindre un effet

10. Jean-Christophe Cambadélis, « Lettre ouverte à un ami allemand », www.cambadelis.net, 16 juillet 2015.

11. http://www.lexpress.fr/actualite/politique/video-passe-d-armes-entre-marine-le-pen-et-francois-hollande-au-parlement-europeen_1723513.html.

boumerang immédiat et automatique sur les autres économies des pays du Sud de l'Europe. Pour la France en revanche, exclure la Grèce de l'eurozone comportait des risques *politiques* majeurs : l'Europe doit faire face à une menace terroriste s'étendant du Maghreb et de l'Asie du Sud à l'Europe en passant par le Moyen-Orient, dont les frontières sont en train d'être redessinées au gré de l'avancée des combattants et de l'idéologie du Daesh. Cette nouvelle donne provoque l'arrivée massive de réfugiés – via l'Italie et la Grèce – sans que l'Europe ne trouve ne serait-ce que l'esquisse d'une réponse face à ce défi. Paris a donc jugé que ce n'était vraiment pas le bon moment pour déstabiliser par un « Grexit » le front sud-est du Vieux Continent. La Grèce se trouve à la charnière de la zone d'influence russe, ainsi que du Proche- et Moyen-Orient. Et c'est un pays méditerranéen. De nombreux commentateurs français ont donc considéré qu'un défaut grec pourrait, à terme, sonner le glas de l'État de droit en Grèce (qui perdrait ainsi contrôle de ses frontières terrestres et maritimes). L'impact d'un tel développement sur la sécurité européenne aurait été très néfaste, et ceci au moment même où le Proche- et Moyen-Orient, régions voisines de la Grèce, plongent plus que jamais dans la violence et la guerre¹².

Lors du sommet européen de juillet 2015, le gouvernement fédéral avait pourtant lourdement insisté sur l'option du « Grexit », avant de se rétracter et d'exiger (puis d'obtenir) en contrepartie un plan d'austérité bien plus draconien encore que les plans de redressement jusque-là imposés à la Grèce, et que le peuple grec avait rejeté par référendum. Cette attitude a provoqué une vague d'indignation sans précédent en France, qui avait soutenu le gouvernement Tsipras dans son bras de fer avec l'Allemagne¹³. D'abord par sympathie pour le peuple grec, mais aussi par principe : dégager des liquidités pour rembourser les aides et équilibrer le budget public alors

que la croissance est négative ne peut qu'enfoncer un pays comme la Grèce dans le marasme. Tsipras ne dit rien d'autre. Voici ce que pense une écrasante majorité de Français de la politique d'austérité qui fait pourtant unanimité en Allemagne. Il n'est donc guère surprenant que dans cette affaire, celle du sommet « Grexit » de la mi-juillet 2015, l'Allemagne a pour les observateurs français *projeté une image de soi pour le moins peu avenante. L'image, au mieux d'un instituteur tatillon, au pire d'un huissier buté, qui laissera des traces. Il n'en fallait pas beaucoup plus pour accréditer l'idée d'un pays riche, vieillissant, arc-bouté sur les signes monétaires de sa réussite, insoucieux des conséquences politiques de ses entêtements, et dictant ses exigences à des enfants pas encore au fait du droit des contrats*¹⁴. Bref, la crise de l'euro est bel et bien au cœur de l'image de l'Allemagne qui se dégrade en France, tout comme le soutien français à Athènes passe très mal dans un pays comme l'Allemagne où une majorité de citoyens estime avoir déjà trop payé pour la Grèce, considérée comme un cas désespéré. Il faut cependant souligner que l'opinion allemande est partagée par une majorité d'Européens¹⁵ – mais elle dresse les uns contre les autres les peuples du nord et du sud de l'Europe.

La crise des réfugiés entre l'action d'Angela Merkel et l'ombre de Marine Le Pen

Pourtant, en septembre 2015, deux mois à peine après l'apogée de la crise grecque, les Français se voient soudainement obligés de réviser leur image de l'Allemagne. Lorsque le gouvernement fédéral, du jour au lendemain, décide d'ouvrir ses frontières aux réfugiés, accueillis dans un premier temps avec une « *Willkommenkultur* » qui tranche si radicalement avec celle, française, de la « jungle de Calais » (située d'ailleurs majoritairement en zone classée

12. Hans Stark, « Grèce et Europe : quo vadis ? », *Actuelles de l'Ifri*, 15 juin 2015.

13. « Dominique Strauss-Kahn dénonce « le diktat » que l'Europe a imposé à la Grèce », *Le Figaro*, 18 juillet 2015.

14. Dominique David, « La Grèce à Bruxelles. Trois victimes pour une déroute », *Libération*, 16 juillet 2015.

15. Patrick Bernau, « Nicht nur die Deutschen wollen den Grexit », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 5 août 2015.

« Seveso »...), elle impose une image d'elle-même bien différente de celle du donneur de leçons. Angela Merkel, coiffée par le magazine *Marianne* d'un casque à pointe en juillet, fait la une en septembre du magazine *Le Point* sous forme d'icône de femme sainte. Comment expliquer que la France, terre d'asile et berceau des droits de l'homme, soit boudée par les réfugiés qui se dirigent massivement vers l'Allemagne, pays réputé froid et inhospitalier ? L'admiration face au courage de Merkel a été aussi massive que l'indignation provoquée par le ministre Wolfgang Schäuble au moment de la discussion sur le « Grexit ».

Or l'admiration française ne fut pas de longue durée et s'est vite transformée en perplexité. Dans un premier temps (très court), début septembre, le sentiment prévalait (notamment à gauche de l'échiquier politique français) que l'Allemagne d'Angela Merkel avait sauvé un certain honneur européen, contre le repliement-réflexe ambiant partout ailleurs. Mais elle l'a fait aussi – et tous les observateurs français l'ont immédiatement souligné – sur des bases d'intérêt national bien compris : réaffirmation d'une certaine idée de la démocratie allemande après-guerre, rétablissement de l'image catastrophique héritée de la crise grecque de juillet, intérêt pour des immigrants qualifiés provenant principalement d'une classe moyenne syrienne très éduquée et permettant de parer à une démographie déclinante¹⁶. Mais dans un deuxième temps, l'irritation française quant à la politique de migration de l'Allemagne a nettement pris le dessus, dressant contre le gouvernement fédéral presque l'ensemble de la classe politique française – et tout particulièrement les « Républicains », partenaires de la CDU-CSU au PPE. La France, toutes tendances politiques confondues, a été choquée par l'unilatéralisme allemand, par le fait d'avoir été à plusieurs reprises mise devant le fait accompli et par les conséquences qui en découlent.

L'annonce, début septembre, d'accueillir 800 000 à 1 million de réfugiés sur le sol allemand a évidemment créé un appel d'air qui ne fera qu'amplifier dans les mois (et années) à venir la venue de réfugiés du Moyen-Orient. Ce même appel d'air a obligé l'Allemagne à décider, tout aussi unilatéralement, à la mi-septembre, de rétablir le contrôle aux frontières, la situation et la grogne intérieures devenant ingérables. C'est en particulier le rétablissement du contrôle à la frontière entre la France et l'Allemagne qui a suscité l'indignation du gouvernement français – d'abord, parce qu'il l'a pris au dépourvu, ensuite parce que les frontières entre l'Alsace et le Bade-Wurtemberg tout comme celle entre la Sarre et la Lorraine ont une forte valeur symbolique en Europe, enfin surtout en raison des arguments qu'Angela Merkel fournit à Marine Le Pen. Sans parler du soutien qu'en Europe, partis populistes de droite et extrêmes-droite de toutes sortes obtiendront de la part des électeurs effrayés (ou tout simplement révoltés) par l'ouverture générale des frontières extérieures de l'UE et l'arrivée massive de populations musulmanes. Le retour des contrôles aux frontières signifie de fait la reconnaissance que le système Schengen ne fonctionne pas, pas plus que l'accord de Dublin de 2003 qui prévoit que les demandeurs d'asile devront rester dans le pays de l'UE qui les a accueillis le premier. Principe devenu totalement inapplicable et qui confronte la Grèce et l'Italie (deux pays en crise !) à des défis insurmontables. Que faut-il de plus pour avouer que les leaders de l'extrême droite en Europe ont raison de dénoncer Schengen et Dublin et de revendiquer la fermeture des frontières intérieures ? Il n'est donc guère étonnant que la politique d'Angela Merkel se soit traduite par une baisse notable de la CDU dans les sondages, des déchirures entre la CDU et la CSU et une remontée parallèle de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), sans parler de la radicalisation du mouvement Pegida¹⁷.

16. Dominique David, Hans Stark, « Crise des réfugiés et des migrants : quelques leçons pour les Européens », *Actuelles de l'Ifri*, 17 septembre 2015.

17. Depuis septembre 2015, les dirigeants du parti AfD (parti initialement simplement eurosceptique) et ceux du mouvement citoyen Pegida ont très nettement radicalisé leurs

« La double décision unilatérale allemande » (Bruno Le Maire) d'accueillir un nombre aussi grand de réfugiés et de fermer ses frontières aura un impact considérable sur la vie politique française. Elle affaiblit un peu plus encore la gauche modérée, contrainte et forcée de suivre l'Allemagne, et elle divise un peu plus encore la droite républicaine de Nicolas Sarkozy, tiraillée entre un rapprochement avec le Front National et une ouverture sur le centre libéral et pro-européen. Mais l'impact de la politique allemande ne se limite pas au seul cas français. Il provoquera des crises, selon les dirigeants du PS, dans tous les pays européens¹⁸. La demande allemande d'imposer des quotas de réfugiés aux pays membres de l'UE fut elle aussi unilatéraliste, tout comme et l'annonce, qui n'a finalement pas été suivie d'effet, de priver les pays récalcitrants d'aides régionales ou agricoles. Face à cette attitude, les conservateurs français se sont posé la question de savoir comment le gouvernement fédéral réagirait si la France demandait des quotas de soldats pour les actions extérieures de l'UE et des sanctions frappant les pays qui s'y opposeraient¹⁹. La solidarité intra-européenne ne vaut-elle que pour les domaines choisis par l'Allemagne ? Difficile pour la France, même pour des dirigeants de droite ou de gauche qui se disent favorables à la construction européenne et à la coopération franco-allemande, de défendre la politique de la chancelière en matière de gestion des réfugiées, jugée à la fois unilatéraliste,

néfaste et erratique. Il n'en fallait pas plus pour ternir encore davantage l'image de l'Allemagne en France, image d'un pays qui fait cavalier seul.

Conclusion : le partenariat franco-allemand résiste. Contre vents et marées.

L'évolution de la situation économique en France et en Allemagne a amplifié le déséquilibre entre les deux pays. La stagnation économique que l'on peut observer en France depuis la réélection de Jacques Chirac en 2002 et l'énorme potentiel de résistance à l'égard de réformes en profondeur qui sonneraient le glas de privilèges acquis tranchent avec les bouleversements que les Allemands ont acceptés sans broncher pendant la même période (de l'unification aux lois Hartz). On aurait tort cependant d'accorder une trop grande importance à ces trajectoires si contrastées qui plongent leurs racines dans l'histoire des deux pays, dans la mentalité de leurs habitants et dans une culture politique très différente de part et d'autre du Rhin. L'Allemagne est dirigée par le centre (deux grandes coalitions en dix ans) sur la base d'un large consensus entre partenaires sociaux – ce qui facilite grandement l'adoption de réformes. En France, le centre est inexistant, alors que le clivage entre les droites et les gauches est traditionnellement très profond, ce qui est souvent une source de paralysie pour le pays. Pourtant, malgré ces différences, les gouvernements des deux pays s'entendent. Sans revenir sur l'étroite entente affichée par Chirac et Schröder durant le deuxième mandat de ce dernier, ni sur l'étonnante symbiose « merkozyenne » des années 2010-2012, force est de reconnaître qu'en temps de crise, la Chancellerie et l'Élysée privilégient de façon systématique, et de très loin, le compromis et l'entente franco-allemands à la mise en scène de ce qui les divise.

Ainsi, Hollande, après avoir été pendant un temps tenté de former une alliance « anti-austérité » contre Merkel, a fini par accepter les grandes lignes du pacte fiscal qui oblige la France à revoir à la baisse ses dépenses publiques (ou bien à la hausse ses recettes

discours politique, se rapprochant de plus en plus des positions xénophobes du parti ultra-extrémiste de droite, le NPD – ce dernier étant, quant à lui, ouvertement néo-nazi. Ce phénomène est particulièrement perceptible dans le nouveaux Länder de l'ex-Allemagne de l'Est. Voir sur cette évolution en cours Nele Wissmann, « L'Alternative pour l'Allemagne : le parti s'établira-t-il sur la droite de l'échiquier politique allemand ? », *Note du Cerfa*, n° 125, septembre 2015, www.ifri.org.

18. FAZ, 17 septembre 2015, art. cit.

19. « Frankreichs Konservative entsetzt über Merkels Flüchtlingspolitik », 17 septembre 2015, <http://www.sueddeutsche.de/politik/2.220/frankreich-schelte-von-den-freunden-1.2650741>.

fiscales) afin de parvenir à une politique budgétaire plus équilibrée. Sur la Grèce, *in extremis* et alors que leurs analyses et sympathies divergeaient fortement, Paris et Berlin se sont efforcées non seulement de s'entendre, mais aussi de donner le la, alors que l'Eurogroupe a été tout aussi divisé que les opinions publiques française et allemande à propos de l'aide à Athènes. En matière de politique de réfugiés, Paris a accepté l'idée de quotas, idée à laquelle la France n'était pas favorable, et s'est efforcé de concert avec l'Allemagne de convaincre les partenaires européens récalcitrants, notamment ex-communistes, que la solidarité en Europe ne peut pas être à sens unique. Face à la crise russo-ukrainienne, l'Allemagne a privilégié l'alliance avec la France à un partenariat franco-germano-polonais qui aurait pu se concevoir étant donné l'existence du Triangle de Weimar. En Afrique enfin, l'Allemagne s'engage davantage et envisage même l'envoi de troupes (jusqu'à 700 soldats) dans le nord du Mali. La « *Review 2014* »²⁰, lancée par le ministère allemand des Affaires étrangères

dans le but de susciter une discussion avec l'opinion publique sur les responsabilités géopolitiques de l'Allemagne, découle aussi de la prise de conscience à Berlin que la France ne peut pas à elle seule garantir la sécurité et l'équilibre stratégique du continent africain. La décision de prolonger le mandat de la Bundeswehr en Afghanistan et d'apporter un soutien logistique et militaire aux Kurdes irakiens reflète aussi l'objectif allemand d'accroître l'engagement de la République fédérale sur l'échiquier mondial – même si les Français sont convaincus que l'Allemagne peut « mieux faire » et surtout faire davantage sur le plan militaire. De ce qui précède résulte enfin l'impression que malgré les divergences de fond entre Paris et Berlin qui demeurent, malgré la tendance croissante de l'Allemagne à l'action unilatéraliste, malgré la difficulté de la France de se libérer des contraintes socio-économiques qui l'obèrent, malgré enfin les images négatives qui en résultent, la relation franco-allemande reste intacte, tant à l'échelle politique qu'à l'échelle sociétale.

– Hans STARK* –

20. Annegret Bendieck, « La *Review 2014*. Les piliers de la politique étrangère allemande et les attentes du reste du monde », *Note du Cerfa*, n° 123, mai 2015, www.ifri.org.

* Hans Stark est professeur de civilisation allemande à l'Université Paris-Sorbonne et secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Ifri.